L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 10 JUILLET 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LEREY,
COMMISSIONNAIRES - ENCHERISSEURS.

VENTE DES EMPRUNTS.

Par ce jour, Vendredi, 10 courant, à 10 heures,
Par ordre de la Cour,
Au Magasin, 21 - RUE CHARTRES - 21
Immédiatement en face du Marché,
Des 40 à 50 Lots de Marchandises,
Consistant en
Bottes, Souliers, Bottines, Articles de Fantaisie, Mercerie, Articles de Ménage, etc., etc.
Conditions: Argent comptant.
DUFOUR & LEREY,
Commissionnaires-Enchérisseurs.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par D. R. Murphy, à 10 heures, au No 47, rue des Bienfaiteurs, dans la cour, entre Conti et Bienville, également derrière.

Par H. Scott, au No 68 de la rue de Chartres,—une quantité de chaises, tables, bancelles, bagarie, articles de fantaisie, etc., etc.

Par O. Valsten, sur le Levée, entre les deux marchés, 94 Dénombrés,—balances, vis, haile, vieux cuivre, vieux fer, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 58 de la rue de Chartres,—parapluies, fines cannes et tiges de cannes, soies, lacets et boutons, mouchoirs de poche, cravates, etc.

Par Louis Dreux & Bros., au No 36 de la rue de Chartres,—des cadres, boîtes, couleurs et brodequins.

Adressez vos commandes et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

Changements à Pensa. — MM. Louis Bora & Bros. aujourd'hui, à 10 heures du matin, à leur salle d'encan de la rue du Camp, No 36, 300 caisses de bière, cidre, bouteilles et bouchons, etc. Cet assortiment de choses devra être vendu pour le commerce de détail et sans de la banque, et sera vendu sans réserve ou limite. Voyez l'annonce.

Les choix de la Démocratie.

HORATIO SEYMOUR
POUR PRÉSIDENT.

FRANK P. BLAIR
POUR VICE-PRÉSIDENT.

La Convention démocratique de l'Union, après vingt-et-un tours de scrutin sans résultat, a fini par réunir ses suffrages sur son président, Horatio Seymour, qui a été désigné par acclamation, comme candidat du parti démocrate à la Présidence.

Dans le rapport de la capacité et de l'honorabilité, ce choix est assurément un des meilleurs que la Convention pût faire. M. M. Seymour est de, les Etats-Unis auront en lui un Président dans le calme il n'en est pas de depuis bien longtemps. Son passage qu'a écrits M. Seymour pendant son dernier terme comme gouverneur de l'Etat de New-York, dénotent en lui une vaste intelligence jointe à un grand savoir et à une profonde sagacité politique.

L'unanimité de M. Seymour ne pouvant être mis en doute, on nous railliera un grand nombre de républicains-conservateurs qui sont disposés de la politique radicale et du militarisme. D'un autre côté, tous les démocrates seront heureux de voter pour un homme qui leur inspire une confiance si entière et un dévouement si absolu aux principes du parti et au Constitution qui est pour base la Constitution, et la légalité.

Nous sommes été heureux d'accueillir les noms de Hancock ou de Pendleton, mais nous devons reconnaître que parmi les autres candidats mis en avant, M. Seymour est celui que nous préférons. On a prétendu qu'il était le candidat des détenteurs de titres de la dette fédérale; c'est là une erreur. Le candidat des financiers était M. Chase, l'ex-secrétaire des finances, le créateur des greenbacks et des banques nationales. Il est probable que voyant la peu de chances qu'aurait le Premier-Juge, MM. Belmont & Cie. auront employé leur influence en faveur de M. Seymour. Mais on remarquera que le nom de ce dernier a été proposé par la délégation même de l'Ohio, après le retrait de nom de M. Pendleton, ce qui assure au candidat choisi l'appui des amis de ce dernier. Le programme donne pleine satisfaction aux vœux des populations de l'Ouest sur la question financière et le choix du candidat est de nature à rassurer les capitalistes de l'Est, porteurs des titres de la dette fédérale, sur la modération de ses vues dans le cas où il serait élu.

Les votes de New-York et de la Pennsylvanie sont garantis aux démocrates par la nomination de M. Seymour, et si l'Ouest fait son devoir, il a de sérieuses chances de l'emporter sur le général Grant.

En tous cas, la campagne va s'ouvrir avec deux programmes bien tranchés, et deux candidats dont la noblesse est une valeur et une signification. Grant candidat du régime militaire. Seymour candidat du régime civil, le premier représentant la baïonnette, le second la loi. Quant au mérite personnel des deux candidats, il n'y a pas de comparaison à établir entre le boucher du Wilderness et l'éminent homme d'Etat qui est présenté au peuple par la démocratie. Le choix ne doit pas être douteux si le peuple américain a le moindre souci de sa dignité et de son intérêt.

Après avoir nommé M. Seymour par acclamation, la convention a suspendu sa séance afin de permettre aux délégués de se consulter sur le choix à faire pour la vice-présidence. A la reprise de la séance le général Frank P. Blair, du Missouri, a été élu à l'unanimité comme le candidat du parti. Le général Blair a servi avec distinction pendant la guerre, et il s'est fait connaître, en politique, comme membre du Congrès; son frère, Montgomery Blair, a été membre du cabinet de M. Lincoln. Les vues du général Blair sur la situation sont exposées dans une lettre que nous publions plus loin; le Sud ne peut désirer rien de plus explicite. Nous ne pouvons que s'applaudir aux deux choix faits par la Convention, et former des vœux ardents pour le succès des candidats démocrates.

Lettre du général Blair.

La lettre suivante adressée par le général Frank P. Blair à un de ses amis, trace le programme de la résistance, et indique les engagements que M. Blair était disposé à prendre, dans le cas où il eut été choisi candidat à la présidence.

Washington, 30 juin 186

Au colonel O. Brandhead.

Mon cher colonel: En réponse à vos demandes, je prendrai la liberté de vous dire que je laisse à votre discrétion le soin de décider, après consultation avec nos amis du Missouri, si mon nom sera présenté à la Convention démocratique, et de soumettre ce qui suit comme étant ma manière de voir sur la seule et vraie table question au litige dans cette lutte.

1. La politique de reconstruction des radicaux aura sa fin avant la prochaine élection; les Etats, si longtemps exclus, auront été réadmis; le suffrage des nègres sera établi, et les carpet baggers, se seront installés dans les deux Chambres du Congrès. Il ne serait pas possible de changer la composition politique du Sénat, même si les démocrates gissaient leur patriotisme, et la majorité des membres de la seconde Chambre. Nous ne saurions par conséquent, abroger la législation du Congrès actuel sur la reconstruction par l'intervention du Congrès suivant; le Sénat empêchera cette abrogation. Devons-nous nous soumettre? Comment renverser cette législation? Un ne peut le faire que par l'intervention du pouvoir exécutif, qui jure de maintenir la Constitution et ses sauvegardes, s'il permettait qu'elle fût déchirée sous des lois faites en violation de ses dispositions.

2. Si le Président dit par la démocratie fait endosser les lois de reconstruction ou s'il jure mais à d'autres de s'y conformer, les radicaux, avec l'aide de vingt sénateurs et de cinquante représentants du Nord, auront la donne dans les deux Chambres du Congrès; et la nouvelle administration sera aussi impuissante que l'est actuellement celle de M. Johnson.

3. Il n'y a qu'un seul moyen de rétablir le gouvernement et la Constitution. Il faut que le nouveau Président déclare les lois de reconstruction nulles et non avenues, qu'il ordonne à Sheridan de détruire les gouvernements du Sud, en dispersant les carpet-baggers, et qu'il permette aux électeurs blancs de réorganiser leurs propres gouvernements et d'élire des sénateurs et des représentants. La Chambre des représentants reconnaîtra une majorité de démocrates des Etats du Nord, elle sera prête à accueillir les membres élus par le peuple blanc du Sud, et, avec l'aide du Président, il ne sera pas difficile d'obliger le Sénat à en faire de même. Ce sont là les plus sacrées obligations de la Constitution. Si quelques-uns refusent pas résister à l'opinion publique, et elle sera clairement exprimée sur cette question fondamentale. Pour éviter toute querelle future, il faut donc poser franchement cette question devant le peuple.

4. Je répète que le seul problème que nous devons nous attacher à résoudre est celui-ci: Nous soumettrons nous aux usurpations par lesquelles le gouvernement a été renversé, ou insisterons à la complète restauration? Il est oiseux de parler des *grandeurs*, des bons de l'or, de la foi publique et de crédit national. Que pouvait faire un président démocrate, sur ces divers sujets, avec un Congrès dont les deux Chambres seraient dirigées par les *carpet baggers* et dont les alliés? Il aurait réduit à l'impuissance, il ne pourrait arrêter les avances de fonds au moyen desquelles les nègres nouvellement armés seront formés en aides politiques, pendant qu'une forte armée est maintenue à grands frais sous le prétexte pour protéger ces opérations et pour leur permettre de dépasser les bulletins. Ces prodigalités absorbent les revenus et les ressources du gouvernement, notre crédit sera ébranlé, et la majorité des électeurs blancs se verra sans le sou et sans table question au litige dans cette lutte.

5. La politique de reconstruction des radicaux aura sa fin avant la prochaine élection; les Etats, si longtemps exclus, auront été réadmis; le suffrage des nègres sera établi, et les carpet baggers, se seront installés dans les deux Chambres du Congrès. Il ne serait pas possible de changer la composition politique du Sénat, même si les démocrates gissaient leur patriotisme, et la majorité des membres de la seconde Chambre. Nous ne saurions par conséquent, abroger la législation du Congrès actuel sur la reconstruction par l'intervention du Congrès suivant; le Sénat empêchera cette abrogation. Devons-nous nous soumettre? Comment renverser cette législation? Un ne peut le faire que par l'intervention du pouvoir exécutif, qui jure de maintenir la Constitution et ses sauvegardes, s'il permettait qu'elle fût déchirée sous des lois faites en violation de ses dispositions.

6. Assaillit que le compte courant de tout planteur dans la nouvelle Orléans soit approuvé par l'assistant commissaire, le facteur en sera informé et il traitera avec des chefs séparés de ce quartier général pour le montant dû au bureau et aux affranchis.

7. Il sera de devoir des deux assistants commissaires et des assistants sous-assistants commissaires de se tenir bien informés sur le temps où les récoltes faites par les anciens esclaves seront prêtes à être embarquées, et aussi de donner toute autre information y rattachant qui pourra être utile à l'assistant-commissaire.

Par ordre du major général brevet.

R. C. BUCHANAN,
Assistant-Commissaire.
LUTHER H. WARREN,
Brév.-Lieut.-Col. A. des E. U.

La position de M. Chase.

Voici les réflexions qu'inspire au *Messager Franco-américain* la position prise par M. Chase.

Parmi toutes les rumeurs relatives à la convention qui va s'assembler aujourd'hui, il n'en est certainement pas de plus singulière que celle suivant laquelle M. Chase se serait engagé à soutenir le candidat choisi par la convention démocratique, quel qu'il puisse être. C'est dans une lettre de M. John J. Chisol, membre considérable du parti conservateur, qu'il aurait pris cet engagement. L'*Evening Post* fait à cet égard les réflexions suivantes:

"Il semble presque incroyable aux meilleurs amis de juge Chase qu'il puisse faire une chose semblable, et il faut lui laisser le bénéfice du doute dans l'espoir de tout homme qui, malgré l'ambition politique de M. Chase, respecte beaucoup son jugement et le considère comme un homme de parole. Si la convention, dont on prétend qu'il s'est ainsi engagé à accepter les décisions, est dans l'incertitude sur certaines questions à l'égard desquelles un homme qui aspire à la présidence n'est pas censé avoir un intérêt personnel, il est impossible à des républicains de voir dans cette position autre chose qu'une trahison de ses propres gouvernements et d'être des ennemis de ses représentants. La Chambre des représentants reconnaîtra une majorité de démocrates des Etats du Nord, elle sera prête à accueillir les membres élus par le peuple blanc du Sud, et, avec l'aide du Président, il ne sera pas difficile d'obliger le Sénat à en faire de même. Ce sont là les plus sacrées obligations de la Constitution. Si quelques-uns refusent pas résister à l'opinion publique, et elle sera clairement exprimée sur cette question fondamentale. Pour éviter toute querelle future, il faut donc poser franchement cette question devant le peuple.

"Je répète que le seul problème que nous devons nous attacher à résoudre est celui-ci. Nous soumettrons nous aux usurpations par lesquelles le gouvernement a été renversé, ou insisterons à la complète restauration? Il est oiseux de parler des *grandeurs*, des bons de l'or, de la foi publique et de crédit national. Que pouvait faire un président démocrate, sur ces divers sujets, avec un Congrès dont les deux Chambres seraient dirigées par les *carpet baggers* et dont les alliés? Il aurait réduit à l'impuissance, il ne pourrait arrêter les avances de fonds au moyen desquelles les nègres nouvellement armés seront formés en aides politiques, pendant qu'une forte armée est maintenue à grands frais sous le prétexte pour protéger ces opérations et pour leur permettre de dépasser les bulletins. Ces prodigalités absorbent les revenus et les ressources du gouvernement, notre crédit sera ébranlé, et la majorité des électeurs blancs se verra sans le sou et sans table question au litige dans cette lutte.

5. La politique de reconstruction des radicaux aura sa fin avant la prochaine élection; les Etats, si longtemps exclus, auront été réadmis; le suffrage des nègres sera établi, et les carpet baggers, se seront installés dans les deux Chambres du Congrès. Il ne serait pas possible de changer la composition politique du Sénat, même si les démocrates gissaient leur patriotisme, et la majorité des membres de la seconde Chambre. Nous ne saurions par conséquent, abroger la législation du Congrès actuel sur la reconstruction par l'intervention du Congrès suivant; le Sénat empêchera cette abrogation. Devons-nous nous soumettre? Comment renverser cette législation? Un ne peut le faire que par l'intervention du pouvoir exécutif, qui jure de maintenir la Constitution et ses sauvegardes, s'il permettait qu'elle fût déchirée sous des lois faites en violation de ses dispositions.

6. Assaillit que le compte courant de tout planteur dans la nouvelle Orléans soit approuvé par l'assistant commissaire, le facteur en sera informé et il traitera avec des chefs séparés de ce quartier général pour le montant dû au bureau et aux affranchis.

7. Il sera de devoir des deux assistants commissaires et des assistants sous-assistants commissaires de se tenir bien informés sur le temps où les récoltes faites par les anciens esclaves seront prêtes à être embarquées, et aussi de donner toute autre information y rattachant qui pourra être utile à l'assistant-commissaire.

Par ordre du major général brevet.

R. C. BUCHANAN,
Assistant-Commissaire.
LUTHER H. WARREN,
Brév.-Lieut.-Col. A. des E. U.

M. Jewell s'oppose au bill. Le peuple dit-il, comprendra bientôt le sens de ce bill et le motif pour lequel ceux qui le défendent ont voulu étouffer la discussion. On veut avec ce bill donner la majorité démocratique dans la ville. Pourquoi ne donnerait-on pas le même pouvoir au gouverneur sur la police de Baton-Rouge, Donaldsonville et toute autre ville? Pourquoi ne pas faire du gouverneur un dictateur, tant de suite? Il dit hardiment que les élections de la Nouvelle-Orléans ne se soumettront pas à ce bill. L'Etat vient de sortir d'une révolution, mais il avertit les radicaux de ne pas en inaugurer une nouvelle. Ils doivent se rappeler qu'le n'est plus question du droit à demander candidature au général Beauregard; il ne se pourrissent qu'on appeler au peuple, et le peuple ne soutiendra pas cette mesure.

La motion de reconsidération est déposée sur le bureau.

M. Ray appelle le bill relatif aux finances d'Etat. Il est adopté, après n'avoir été lu que par son titre.

Le bill alloue $180,000 pour les frais d'assemblée est finalement adopté.

M. Ray présente un bill pour transférer les affaires pendantes devant les cours aux cours créées par la Constitution de 1868.—Référé.

M. Campbell obtient la suspension du règlement pour présenter un acte amendant la charte de la Banque des Commerçants.

Un message du gouverneur est reçu.

Le Sénat a une séance exécutive et s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. Séance de 9.—Soixante-huit membres sont présents.

Le président refuse de soumettre aux voix une demande de reconsidération de l'élection de E. G. Yerrington comme comté aux warrants.

Page, de Jefferson, demande que la Chambre se réunisse tous les jours, à 10 heures de matin. Rejeté.

Morey, d'Ouachita, propose une addition de membres à plusieurs comités permanents.

Sur motion de M. Morey, l'ordinaire est autorisé à nommer un chapelain pour la Chambre.

Lott (c), des Rapides, donne avis qu'il présentera un bill pour suppléer à la perte des archives publiques détruites dans l'incendie de la maison de la Cour des Rapides en 1864.

L'orateur soumet plusieurs documents au moyen desquels il refuse aux représentants actuels de la paroisse de St-Landry le droit d'occuper des sièges dans la Chambre. Référés au comité sur les élections.

La résolution du comité de vérification est appelée. Nous l'avons donnée hier. Par cette résolution les membres dont l'élection serait contestée pourraient siéger en attendant la décision de la Chambre.

Garie Kemp (rad), de Jefferson, est furieux d'indignation. Il le conçoit pas qu'on veuille faire opposition à une proposition soit faite par le comité sur les élections. Il s'y oppose avec violence et demande à ce qu'elle soit référée au bill flottant.

Lee, (rad.) de St-Bernard, appuie le précipitant et invite les amis des républicains à être présents à la séance avec ceux-mêmes qui s'opposent à la résolution.

Carr (rad.) répond que la résolution n'est que justice, car ceux qui contestent les élections faites, pour la plupart du moins, ont à peine une ombre de pouvoir sur ce qui a été fait.

Dennis Barrett (c) membre de la minorité de la commission qui a présenté la résolution n'a pas résisté, dit-il, apparemment, au sentiment de la majorité de la Chambre. Il ne voudrait pas qu'on pût croire qu'il a été mis aux voix. 48 membres se sont prononcés ainsi contre 37. En conséquence de la mesure de justice dont parlait M. Carr, a échoué.

Wren, (Rad) de Bossier, propose de reconsidérer le vote, mais sa motion est déposée sur le bureau.

Lee, de St-Bernard, présente un bill relatif aux notaires publics. Entre autres choses, le bill porte que le greffier de la cour de la commune de Senat nommera pour la paroisse d'Orléans 40 notaires au moins et 70 au plus.

Le bill supplée aussi tous actes ou autres parties d'actes antérieurement reçus ou faits par des notaires publics, excepté ce qui est contenu dans le code civil. Le bill aura son effet à partir du 1er octobre 1868.

La Chambre s'ajourne à vendredi.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—9 Juillet.
THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN.
No 111, rue du Canal.

Clédevant exposée Chartres et Bienville.

9 heures A. M.....76 degrés Fahr.
Midi.....86 "
3 heures P. M.....89 "
6 heures P. M.....88 "

JUGEMENT ANNULÉ. — Nous lisons dans un ordre du général Buchanan, à la date de 8 juillet:

"La cause d'action dans l'affaire de John Norwood vs. W. H. Holmes et al., du No 20,415, à la 3me Cour de District de la Nlle-Orléans, ayant pris naissance dans l'acte des autorités militaires, et d'autres, ayant été sous la loi martiale, et l'affaire restreint sous les ordres généraux No. 3, émanés du département de la rivière, et les ordres généraux No. 9 de ces quartier-général, département de la Louisiane, et les procédures dans en vertu du paragraphe 1 des Ordres spéciaux No. 101 de ce quartier-général, département de la Louisiane, le jugement rendu le 6 juin 1863, par ladite Cour, est par le présent mis de côté et la faire mise hors de cour.

Une histoire.—Le chef de police a reçu information que Gerald Tonvelden ou Dr de la Reville a été arrêté à Huntsville, Alab., et a été écroué en prison sur accusation de vol. On se rappellera qu'il faisait ici naguère des lectures sur les affaires du Mexique. Après son arrestation à Huntsville, on apprit, en cet endroit, la véritable cause de son arrestation. Il avait été accusé d'avoir volé un nègre. Il a été ramené à la Nlle-Orléans, le 8 juillet 1868.

ORDRES No. 14.

Afin de mettre à exécution les clauses de la circulaire No. 1 de ce quartier-général, ce qui suit est publié pour l'information et la gouverne de tous ceux qui y sont intéressés:

1. Le District de la Louisiane est divisé en deux districts agricoles;

2. Les paroisses dont les noms suivent sont par le présent ordre, nommées facteurs de ce bureau, et sont désignées comme les marchands à qui les planteurs pourront vendre leur coton brut, enfermeront leur récolte pour qu'elle soit vendue.

Pour le Premier District Agricole, comprenant les paroisses d'Orléans; Jefferson, rive droite; Orléans, rive gauche; Jefferson, rive gauche; St-Bernard, Plaquemines, rive gauche; Plaquemines, rive droite; Ste-Hédère, Livingston, Washington, St-Tammany, St. Charles, St Jean Baptiste, St-Jacques, Ascension, Assomption, Terrebonne, Lafourche, Baton Rouge, Ouest-Baton-Rouge, Iberville, Pointe-Coupée, Est Feliciana, Ouest-Feliciana, St Landry, Claiborne, Vermillion, Lafayette, Ste-Marie et St-Martin.

Mr. E. T. Parker, No 34, rue Perdido.

Pour le Second District Agricole, comprenant les paroisses des Natchitoches, Sabines, Rapides, Winn, Avoyelles, Union, Morehouse, Ouachita, Bossier, Caddo, De Soto, Claiborne et Bienville.

Mr. Jos. H. Goldbey,
No 71, rue Toulouse.

Chaque facteur fournira caution avec bonne et suffisante garantie, approuvée par le commissaire, jusqu'à concurrence de $50,000, pour la fidèle accomplissement de ses devoirs. On acceptera les fournitures aux planteurs de leurs districts qui en auront besoin de toiles d'emballage, des liens, bandes, bretants, cadenas ou quoi que ce soit qu'puisse leur être utile pour préparer leur coton pour le marché, aux conditions ordinaires ne pas de ces.

Les livres et comptes de ces facteurs seront ouverts, en tout temps, à l'inspection de tout officier qui pourra être désigné par l'assistant-commissaire à cet effet.

3. Quand les récoltes auront été reçues, le Bureau a un privilège spécial sur elles à être expédiées pour le marché, l'assistant-commissaire remettre de la paroisse où se trouvent les plantations sera informé de l'état par le planteur, et il sera du devoir dudit assistant-commissaire de veiller à ce que toute la récolte soit expédiée sans délai inutile, et d'informer l'assistant-commissaire de la fixation de cette expédition, avec un état détaillé du nombre et des gages ou parts de récolte dus aux affranchis.

L'assistant sous-assistant commissaire s'assurera que la récolte a été convenablement préparée pour l'expédition, de manière qu'elle n'ait pas à souffrir qu'elle soit détériorée par le transport de l'endroit de l'expédition à cette ville.

Si préparé ses récoltes pour l'expédition, le planteur ne serra pas libre d'en disposer comme qualité, en balle, liens, bandes, boucats ou caisses, pour acquérir la certitude que la récolte arrivera en bon état sur le marché.

4. Les assistants sous-assistants commissaires demanderont, immédiatement après la reçu de cet ordre, à chaque planteur, dans leurs paroisses respectives, le montant de ses dettes pour ses articles, liens, bandes, boucants ou caisses et transmettront un rapport à ce quartier-général, donnant le nom de l'adresse en plein de chaque planteur, et indiquant le point où il doit débarquer du coton ou la récolte sera envoyée.

5. Chaque planteur trouvera à ce quartier-général un état de ce que chaque planteur de son district doit au bureau et aux affranchis, et sur la vente de la récolte à la consignée rendra à ce quartier-général, un compte montrant en détail ce qui a été reçu du planteur, la quantité appliquée par créditeur, le planteur du produit net de sa récolte, le coût du débit contiendra ce que le planteur doit au bureau, le montant dû aux affranchis pour gages ou part de récolte—aussi bien que les frais et les commissions régulières usuelles du facteur, sur la vente de la récolte.

6. Aussitôt que le compte courant de tout planteur aura été approuvé par l'assistant commissaire, le facteur en sera informé et il traitera avec des chefs séparés de ce quartier-général pour le montant dû au bureau et aux affranchis, si toutefois il n'est fait ici d'arrangements satisfaisants avec nous aux dits affranchis.

7. Il sera de devoir des sous-assistants commissaires et des assistants sous-assistants commissaires de se tenir bien informés sur le temps où les récoltes faites par les anciens esclaves seront prêtes à être embarquées, et aussi de donner toute autre information y rattachant qui pourra être utile à l'assistant-commissaire.

Par ordre du major général brevet.

R. C. BUCHANAN,
Assistant-Commissaire.
LUTHER H. WARREN,
Brév.-Lieut.-Col. A. des E. U.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Convention démocratique nationale.

Dernière séance.

Grands détails.

Nomination de Seymour et de Blair.

Fusion entre les Officiers confédérés et les Officiers unionistes.

Engagement cordial.

Le succès regardé comme certain.

Convention nationale démocratique.

New York, 9, midi 45 p. m. — Vallandigham et Kiernan insistent sur la nomination de Seymour qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas. La Pennsylvanie et le Massachusetts donnent leur vote à Seymour au milieu du plus grand enthousiasme et au bruit des acclamations.

1 p. m. La salle est alors une scène d'ovations. Chaque Etat est anxieux de nommer Seymour. Il n'y a pas d'opposition. La Pennsylvanie, l'Iowa, l'Illinois, le Wisconsin, la Virginie, le Kentucky et l'Indiana se sont prononcés en sa faveur et le Nebraska, le Minnesota, l'Orégon et tous les autres Etats.

1: 10 p. M. A mesure qu'un Etat donne son vote, il est reçu par des applaudissements retentissants. Les délégations font précipiter le vote de leur Etat par quelques paroles. L'enthousiasme des Etats du Sud et de l'Ouest est accueilli par les applaudissements redoublés.

1: 12 P. M. M. Pendleton, de New-York, a été le dernier à parler et dans une brève allocution il remercia la convention de l'honneur fait à l'Etat de New-York. La nomination a été saluée par trois hurrahs.

1: 16 P. M. Tous les Etats ont voté pour Seymour. La plus grande excitation règne. L'audience et les délégués agitent leurs mouchoirs et poussent des hurrahs, des salves d'artillerie retentissent au loin.

1: 25 P. M. Le résultat du vote de 317 pour Seymour a soulevé les applaudissements les plus enthousiastes.

1: 26 P. M. La convention s'est ajournée une heure pour se donner le temps de consulter sur la nomination de vice-président.

1:36 p. m. La délégation de la Pennsylvanie a proposé en séance à voter pour Blair. Les cris de Vive Blair sont poussés.

Pendant la suspension 10,000 personnes environ se sont réunies devant la salle de Tammany. Des discours ont été prononcés en faveur de nominations contraires.

2:20 p. m. La Convention va se réunir. Le général Morgan de l'Ohio est maintenant nommé par acclamation candidat à la vice-présidence. Il est probable que lui, Blair ou Herring aura la nomination.

2:30 p. m. L'Illinois nomme le général McClernand, mais il se retire.

2:40 p. m. L'Iowa nomme Dodge. Wade Hampton parle en faveur de la plus grande extinction et s'applaudissements multiples, les cris de Hampton sont poussés. Le discours est accueilli par de longs applaudissements.

Quand le général Kemper, de la Virginie, a salué Blair, les applaudissements durent 5 minutes.

Le balloting a été ensuite pour Blair 317; 3 h. 15 P. M. M. Tilden, consent pour l'Etat de New York à la nomination de Blair. Hancock applaudissements.

3 h. 20 P. M. La clôture de la Convention s'est faite de la manière la plus favorable. Les délégués se félicitent les uns les autres et s'engagement à travailler avec ardeur pour le ticket.

Après son discours, le général Hampton a été félicité par tous les officiers unionistes.

3 h. 22 P. M. Le général Forrest, du Tennessee, en donnant le vote de son Etat, a fait quelques remarques qui ont été reçues par des applaudissements redoublés.

3 h. 25 P. M. Les rues étaient foulées de gens tous enchantés des nominations. Les meilleurs sentiments règnent. Le ticket est considéré comme sûr en novembre, Hurrah pour Seymour.

Nouvelles de Washington.

Washington, 9—Sénat—Une résolution pour s'informer du nombre d'Etats qui avaient adopté le 14e article a été chargée par le sénateur Sewards de rapporter les adoptions additionnel les aussitôt qu'elles lui seront connues, a passé.

Le bill convertissant les billets à intérêt composé a été ajourné. La discussion a montré qu'il y avait pour $30,000,000 de ces billets en circulation.

Le bill de taxe a été repris. L'amendement restaurant la taxe du whisky à $2 00 par gallon a été rejeté par 27 contre 14. L'amendement franchissant l'huile minérale de toute taxe a été adopté et le bill a passé.

Beverly Johnson a prononcé son discours d'adieu.

Le Sénat s'ajourne.

Chambre.—Pas d'affaires importantes et pas de quorum la plupart du temps. Ajourné.

Il n'est pas vrai que le représentant Eldridge ait été tué.

Washington, 9 — Le Sénat a rejeté Perry Fuller à la place de Rollins.

Nouvelles diverses.

Pottsville, Pa. 9—Il y a grève parmi les mineurs. Ils se plaignent de ce qu'on a réduit les gages en proportion de la réduction des heures de travail. Un corps de 200 hommes vont forcer les autres ouvriers à quitter les travaux. Le gouverneur Geary est lui-même allé employer la force et cela est nécessaire pour protéger les bonnes volontés, les ouvriers qui sont contents.

Erie, Pa., 9—Un pont s'est écroulé sous deux chars de voyageurs aux moulins de la Nlle Union, et nombre de gens ont été tués ou blessés. On croit que le pont avait été travaillé d'avance dans un but de pillage.

Nouvelles des Passes.

Passe du Sud-Ouest, 9 6 P. M.—Arrivé, le steamer Crescent. Pas de départs. Parlé au brick de Hambourg, Talma, en 8 jours de la Balize, allant à Liverpool.

Nouvelles des rivières.

Louisville, 9.—Le fleuve baisse lentement.

Louisville, 9. — La rivière est stationnaire; 4 pieds d'eau dans le canal. Temps pluvieux.

Marchés américains.

Mobile, 9—Pas d'affaires. Cotes nominales. Rien reçu. Exporté 161.

New-York, 9.—Coton inactif. Faible baisse. Vendu 700 balles. Mid. 32 1/2. Farine inactive à la clôture. Les acheteurs refusent toute augmentation de prix.

Louisville, 9 — Vendu aujourd'hui 306 boucs de tabac, de 12.00 à $5.00. Farine supérieure 7.00, Maïs 90. Avoine 78. Pore 28.00. Graines 17 en tierçons. Whisky, nominal.

St Louis, 9. — Tabac ferme et mais changement. Farine superfine 6 50. Maïs 77. Jambons fermés 20 à 21. Graines 18.

Cincinnati, 9.— Farine, un peu plus ferme; de 6 75 à 9 25. Maïs 84. Cotes 16 1/4. Pore 28 00. Graines 17 1/2.

Marchés européens.

Londres, 9, au soir.—Consolidés 94 7/8. Bons 73. L'encaissé diminué de £'96,000 à la Banque d'Angleterre.

Frankfort, 9.—Bons 77 3/8 à 77 1/2.

Liverpool, 9, au soir.—Coton plus facile. Vente de 18,000 balles.

New York, 9.—Argent plus actif 4 et 5, en demande.—Fonds publics fermes à la clôture. Bons avait rapporté ce qu'ils avaient perdu hier.

(*Dépêches d'hier soir.*)

Louisville, 8.—L'exposition de tabac a été un immense succès. Quatre cents boucauts ont été mis en concurrence. Le premier prix a été accordé à l'entrepôt de Phelps pour le meilleur tabac. Le second prix a été accordé à Bullard, Ky.; cape vendue à $275 par 100. Second prix au comté de Hart, Ky., vendu à $166 50. Troisième prix à Warren & Co. vendu par $87 50. Second prix au comté Christian, vendu pour $87 00.

La Havane, 8—Sucre 7 3/4 à 8 pour pour le No 12.

Londres, 8.—Le *London Daily News* commente la franc manière sévère la réponse déposée du Sénat par le Président, disant qu'elle aspirait au but vrai des Américains éclairés et déclarant qu'elle a été faite pour influencer l'élection présidentielle de novembre prochain.

Le général Sickles et plusieurs autres généraux ont été arrêtés au Mexique pour causes politiques.

BULLETIN COMMERCIAL.

BUREAU DE L'ABEILLE.
Jeudi soir, 9 juillet 1868.

Coton—Bien, dans les nouvelles reçues, n'ayant été de nature à stimuler la demande, les acheteurs n'ont pas voulu opérer autrement qu'avec modération et ont laissé passer la période de la mauvaise saison sans faire d'affaires importantes. Les vendeurs, de leur côté, ont montré de la fermeté et ont refusé de céder leurs cotons à des prix inférieurs à ceux qui avaient été pratiqués avant la clôture de la saison. Les ventes de la semaine ont été peu importantes, et les prix ont subi une légère réaction. Les ventes de ce jour ne dépassent pas 1,000 balles, et les prix sont restés sans changement. Nous cotons:

Ordinaire	25
Bon ordinaire	26
Bon	27
Très bon	28
Choix	29

Sucre—Nous cotons:

Ordinaire	10
Bon ordinaire	10 1/2
Bon	11
Très bon	11 1/2
Choix	12

Mélasse—Nous cotons:

Ordinaire	60
Bon ordinaire	65
Bon	70
Très bon	75
Choix	80

Whisky—Nous cotons:

Ordinaire	1 90
Bon ordinaire	2 00
Bon	2 10
Très bon	2 20
Choix	2 30

Farine—Nous cotons:

Ordinaire	7 00
Bon ordinaire	7 50
Bon	8 00
Très bon	8 50
Choix	9 00

Maïs—Nous cotons:

Ordinaire	80
Bon ordinaire	85
Bon	90
Très bon	95
Choix	1 00

Avoine—Nous cotons:

Ordinaire	70
Bon ordinaire	75
Bon	80
Très bon	85
Choix	90

Pore—Nous cotons:

Ordinaire	28 00
Bon ordinaire	29 00
Bon	30 00
Très bon	31 00
Choix	32 00

Graines—Nous cotons:

Ordinaire	15
Bon ordinaire	16
Bon	17
Très bon	18
Choix	19

Jambons—Nous cotons:

Ordinaire	18
Bon ordinaire	19
Bon	20
Très bon	21
Choix	22

Lard—Nous cotons:

Ordinaire	16
Bon ordinaire	17
Bon	18
Très bon	19
Choix	20

Saindoux—Nous cotons:

Ordinaire	14
Bon ordinaire	15
Bon	16
Très bon	17
Choix	18

Fromage—Le marché est calme et sans changements en ce moment. Nous cotons le Western Reserve 15 à 16 c et le factory 16 à 17 cts. Les livraisons de dehors du Nord et les voyageurs ont été à 16 à 18c, et le skim 7 à 10 cts la livre.

Bière—Le marché est calme et la demande faible. Le seul lot en cet faible stimule qu'il en ait pas arrivé. Nous cotons le barre de l'Ouest 28 à 34 c la livre.

Volaille—Les oies se vendent au débarcadère 15 à 18 et la douzaine et on bis le baril.

Œufs—Les œufs en caisses valent, en lots, au débarcadère 15 à 18 et la douzaine et on bis le baril.

Comestibles—Les pommes de terre se vendent au débarcadère à 2 75 à $3 — le baril, les oignons $4 à 4 50 et les pommes vertes $3 à — le baril.

Peaux—Les peaux sont en bonne demande et les prix des peaux vertes provenant des abattoirs de la ville ont haussé de ¼ c. Nous : les peaux vertes salées, des abattoirs de la ville, 55 livres et plus 9 ½ à 9 ¾ c la livre, de toutes sortes 8 ½ c et au-dessous 10 à 10 ¼ c, de kips 25 livres et au-dessous 13 à 13 ½ pesant de vaux $1 20 à $1 25 chaque, peaux de veaux, de 18 à 18 c, de préparées au Texas, 18 à 19 c, peaux de chèvre de Mexique 90 à 21 c la livre.

Laine—Marché ferme. Nous cotons nominalement la commune du Texas à p lain moins 30 à 35 c la livre, laine du Texas, pleine de graisse 12 à 20 c, celle de lac 27 à 28 c, Louisiane 30 à 35 c, mérinos 17 à 18 c la livre.

Viande—Le marché a été fort calme, ce matin et n'a éprouvé aucun changement. Les ventes n'ont embrassé que 1800 sacs dont 500 et 350 de ménage à 9 c, 500 de blanc à 9 5 c et 500 de blanc et de jaune mélangé à —.

Avoine—La demande a été bonne aujourd'hui et a amené un peu une tendance à la hausse —550 sacs de l'article